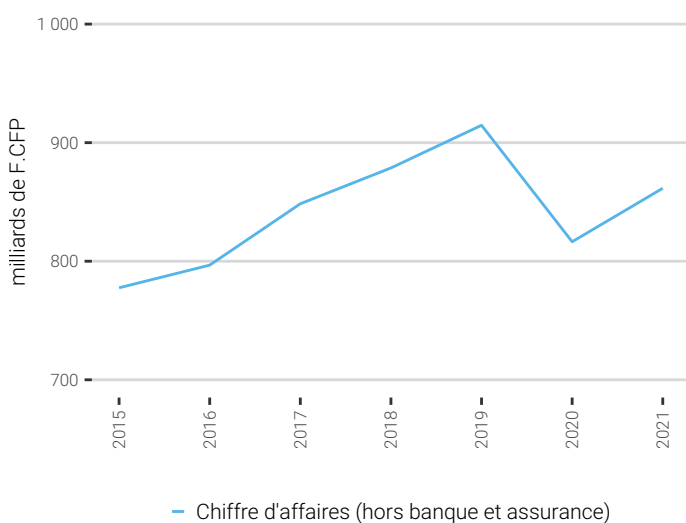


Te Avei'a - T4 2021 - Une croissance portée par la demande interne

L'activité économique locale se renforce au cours du quatrième trimestre après une année toujours marquée par la pandémie de Covid-19 et son lot de restrictions. Les activités non touristiques portent une grande partie de la reprise annuelle globale, mais le tourisme est le principal contributeur de la croissance de ce quatrième trimestre. Les exportations de biens locaux ont pratiquement retrouvé leur niveau de 2019 avec la hausse de la valeur des exportations de perles et de poissons. L'accélération de l'inflation observée en fin d'année n'a pour le moment pas impacté le pouvoir d'achat des ménages. Les ménages et les entreprises poursuivent leurs investissements sur l'année, alors que ceux du Pays sont en retrait.

Le commerce contribue pour deux tiers à la croissance annuelle

Fig. 1. Évolution du chiffre d'affaires global (hors banques et assurances)



Source : DICP, ISPF

L'économie polynésienne s'est redressée sur l'ensemble de l'année avec un chiffre d'affaires des entreprises¹ qui est en hausse de 5,5 % par rapport à 2020 et représente 94 % de celui de 2019. La reprise s'est accélérée tout au long de l'année avec une croissance annuelle deux fois plus importante (+ 6 %) au deuxième semestre qu'au premier semestre. Si les entreprises touristiques (11 % du chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes en 2021 contre 18 % en 2019) contribuent globalement pour 2 points à la croissance annuelle, la réouverture des frontières aux voyageurs au second semestre et le retour des touristes ont permis d'alimenter la forte reprise du deuxième semestre en y contribuant pour 4

1. Les données de chiffre d'affaires sont en cours de consolidation et sont susceptibles d'être modifiées.

points. En moyenne, le chiffre d'affaires généré par les entreprises caractéristiques du tourisme représente 60 % de celui réalisé en 2019, pour monter à 72 % au quatrième trimestre.

Conjointement au rebond du tourisme, la reprise se confirme pour les entreprises non touristiques dont le chiffre d'affaires progresse de 4 % sur l'année, avec un niveau d'activité qui retrouve celui de 2019 sur l'ensemble du deuxième semestre. La croissance du chiffre d'affaires concerne tous les secteurs, avec une hausse marquée dans le commerce, sous toutes ses formes, qui contribue pour près des deux tiers à la croissance. Cette progression du chiffre d'affaires dans le commerce traduit la bonne tenue de la consommation des ménages mais également une hausse des prix s'amplifiant sur la fin de l'année. Seul le secteur de la production énergétique, impacté par la fermeture des hôtels, n'a pas retrouvé son chiffre d'affaires de 2019.

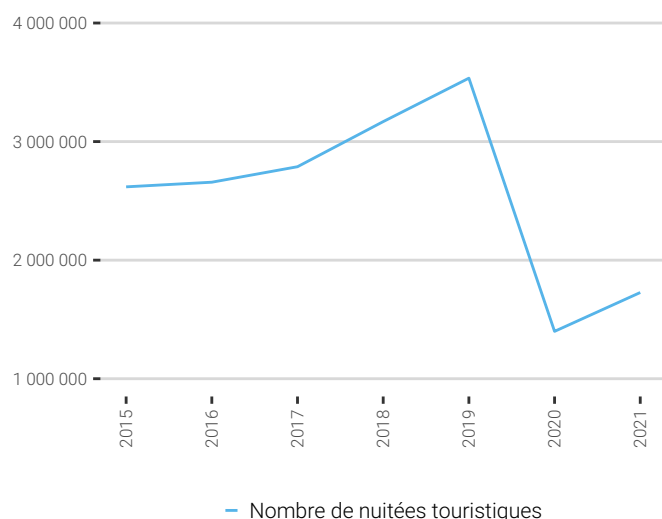
Les exportations des produits locaux progressent

Au quatrième trimestre, les recettes des exportations de biens locaux s'élèvent à 3 milliards de F.CFP, en hausse de 29 % par rapport à 2020. Les recettes des produits perliers représentent la moitié des recettes totales des exportations du trimestre. La valeur des exportations de perles augmente de 6 % (+ 86,5 millions de F.CFP) ce trimestre, alors que les volumes des exportations des perles de culture brutes diminuent de 56 %. Le prix au gramme retrouve peu à peu son niveau d'avant-crise à 504 F.CFP ce trimestre. Plus gros contributeur à la croissance globale trimestrielle des exportations avec 16 points de contribution, les exportations de poissons s'envolent à des niveaux jamais atteints auparavant sur un trimestre à 667 millions de F.CFP. La hausse des exportations de thons à nageoires jaunes frais mais aussi celle de thons obèses frais et de leur prix expliquent ce résultat puisque les volumes exportés progressent moins vite.

Sur l'ensemble de l'année 2021, les recettes des exportations de biens locaux progressent de 68 % à 9,3 milliards de F.CFP et représentent 93 % des recettes de 2019. La hausse des exportations des produits de la mer portée par la reprise des exportations de perles de culture brutes (42 points de contribution à la croissance) et celle de poissons expliquent ce résultat. Ainsi, les volumes des exportations de produits perliers progressent fortement en 2021 (+ 85 %, à 17 tonnes contre 9 tonnes en 2020 et 11 tonnes en 2019) avec un prix au gramme supérieur à l'année précédente (290 F.CFP au gramme contre 270 F.CFP en 2020). Ce prix reste bien en dessous de celui de 2019 (470 F.CFP). Les perles sont toujours vendues sur les marchés asiatiques (Hong Kong et Japon) et les recettes sont de 4,8 milliards de F.CFP. Après une année 2020 difficile en termes de transport pour les exportations de poissons frais polynésiens, les recettes à l'exportation doublent cette année à 1,8 milliard de F.CFP et représentent le plus haut niveau d'exportation en valeur après 2019. La croissance en volume a été moins importante témoignant d'une hausse des prix sur ce type de produit (+ 14 % à l'exportation). La majorité des exportations de poissons sont constituées de thons entiers frais essentiellement à destination des États-Unis. Parmi les autres produits exportés, les exportations de vanille se reprennent (+ 46 %) malgré la baisse de prix au kilo à 46 160 F.CFP (52 200 F.CFP en moyenne sur les cinq dernières années), pour représenter 550 millions de F.CFP à l'exportation. Alors que les volumes exportés diminuent (- 22 %), les recettes d'huile de coprah progressent à 600 millions (+ 40 %) grâce à une hausse des prix. Les recettes des exportations de *noni* et de *monoi* sont stables et celles de nacre diminuent.

Une reprise dynamique du tourisme à la suite de l'ouverture des frontières

Fig. 2. Évolution du nombre de nuitées touristiques



Source : ISPF

La fréquentation touristique était particulièrement faible au premier semestre avec l'absence de touristes et la quasi-fermeture des frontières sur cette période. La reprise touristique dès le mois de mai, a été dynamique jusqu'à la fin de l'année (hors période pandémique). La Polynésie française a accueilli 65 540 touristes sur le deuxième semestre, soit une hausse de 64 % par rapport à 2020. Avec des lignes aériennes ouvertes uniquement à destination des États-Unis et de la France, ces deux marchés représentent 91 % des touristes cette année. Les destinations Pacifique et Asie, qui sont restées fermées représentaient 17 % des effectifs de 2019 et la croisière, fortement réduite depuis la pandémie de près de 20 %. Le retour des Américains et des Français a été si rapide que les effectifs touristiques de ces deux pays représentaient près de 90 % de ceux de 2019 sur le mois de décembre 2021. Au total, 82 550 touristes sont venus en 2021 (+ 7,2 % sur un an) pour représenter 35 % des effectifs touristiques d'avant-crise. Les visiteurs terrestres représentent l'essentiel de la fréquentation en 2021 avec les croisiéristes (15 % de la fréquentation). La durée de séjour moyenne progresse de 2,7 jours à 20,9 jours, soit la durée de séjour la plus importante jamais observée chez les touristes en Polynésie qui était de 15 jours en 2019.

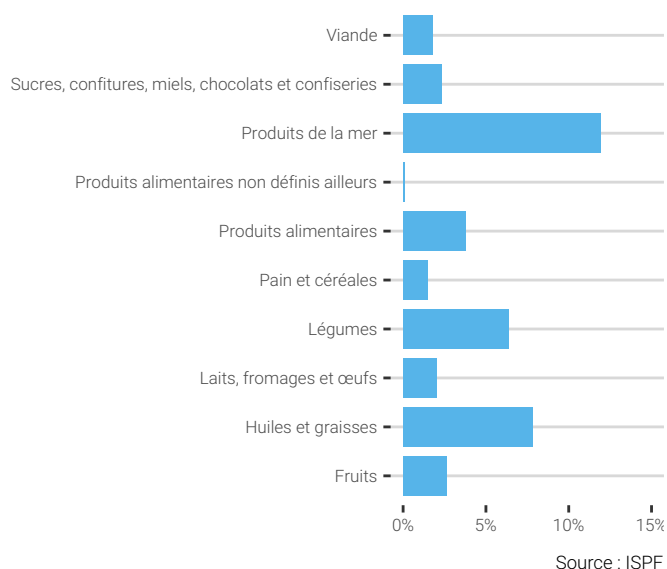
Les heures travaillées progressent plus rapidement que le nombre de salariés

Au quatrième trimestre, le nombre de salariés déclarés à la CPS² progresse de 2,5 % et celui des effectifs en équivalent temps plein (ETP) de 6,4 % (+ 3 472) traduisant une hausse des heures de travail. En effet, sur ce trimestre, le nombre de salariés en temps partiel recule de 14,5 % et augmente pour les temps plein (+ 4 135 emplois salariés) et les plus de 169 heures traduisant la sortie de crise et la fin des aides sur les salaires. Sur l'année, le nombre de salariés augmente de 2,3 % (+ 1 462 emplois salariés) pour atteindre 65 528. Le nombre de salariés a retrouvé en 2021 son niveau d'avant-crise (99 % des emplois de 2019). En revanche, le nombre d'heures travaillées représente, en 2021, 97 % de celles travaillées tout au long de 2019. La hausse de 3 % du nombre de salariés en équivalent temps plein sur un an rattrape à peine le niveau de 2019 (- 3,1 %). Les emplois salariés progressent dans le commerce, la construction et l'administration publique (+ 850 emplois). Les emplois en lien avec l'activité touristique restent stables entre 2020 et 2021, loin du niveau d'avant-crise. Les heures travaillées en 2021 dans les établissements d'hébergement ne représentent que 60 % de celles de 2019 et les emplois salariés 75 % de ceux de 2019.

2. Les données de l'emploi sont en cours de consolidation et sont susceptibles d'être modifiées.

La consommation des ménages reste bien orientée

Fig. 3. Indice des prix des produits alimentaires - T4 2021/T4 2020



En 2021, la masse salariale progresse de 3,1 % (+ 6,7 milliards de F.CFP) par rapport à 2020, grâce au nombre d'heures travaillées en hausse qui représente désormais 98 % de celles travaillées en 2019. Profitant d'une forte épargne stockée en 2020, et malgré la diminution des dispositifs de soutien à l'emploi au cours de l'année, les dépenses des ménages polynésiens se sont accélérées comme en témoigne la forte progression du chiffre d'affaires du commerce qui retrouve son niveau de 2019. Cette forte hausse de la consommation des ménages se retrouve dans les importations qui leur sont destinées³ en hausse de 9 % sur un an (+ 8 milliards de F.CFP), pour représenter 101 % des importations de 2019. En revanche, les volumes importés progressent moins vite (+ 1,5 %) traduisant une hausse des prix des produits importés à destination des ménages. Tous les types d'importations pour les ménages sont concernés par cette hausse des prix : les biens de consommation et notamment les produits pharmaceutiques, les produits de l'industrie automobile et les produits agro-alimentaires dont la viande, les graisses et huiles animales ou végétales, les sucres et sucreries, les produits laitiers, les légumes, etc. Aliment important pour les Polynésiens, le prix au kilogramme du sucre importé croît de plus de 20 % en 2021, tout comme celui de la farine.

3. Comprendrent les produits agricoles, sylvicoles et piscicoles, les produits des industries agricoles et alimentaires, les biens de consommations et les produits de l'industrie automobile

Le prix à l'importation des produits de l'élevage importé a aussi fortement augmenté, avec une hausse de 4 % pour la viande de volaille et les produits laitiers et pour plus de 8 % pour les viandes bovines. En 2021, ces hausses des prix à l'importation ne se retrouvent pas totalement dans l'indice des prix à la consommation qui a progressé de 0,5 % en moyenne annuelle. Si des tensions inflationnistes liées à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières mais aussi à la désorganisation des transports et au déséquilibre entre l'offre et la demande existent depuis le deuxième trimestre en Amérique du Nord et même en France, elles commencent à toucher la Polynésie sur la fin de l'année : inflation moyenne sur 12 mois de 1,5 % au quatrième trimestre. Cette inflation devrait se poursuivre en 2022 en raison de la persistance des difficultés d'approvisionnement et des tensions sur les produits pétroliers et les matières premières, aggravées par la guerre en Ukraine.

Les investissements privés se poursuivent

Au cours du quatrième trimestre, les importations d'équipement ralentissent de 5,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente en raison d'importations exceptionnelles de bateaux au quatrième trimestre 2020. Hors avion, elles progressent de 12 % par rapport à 2019. La bonne tenue des investissements des entreprises se retrouve dans l'encours des crédits d'équipement qui augmente de 2,7 % sur un an pour s'établir à 105,802 milliards de F.CFP en novembre 2021. À l'inverse, les mandaterments du Pays dans l'économie diminuent de 21 % entre 2020 et 2021. Alors que les investissements des entreprises concernent essentiellement les biens d'équipements, les ménages et les administrations investissent plutôt dans la construction. La confiance des ménages reste bien présente avec la poursuite de leur investissement comme en témoigne la hausse de 6,7 % des encours des crédits à l'habitat des ménages à fin novembre et le chiffre d'affaires de la construction qui progresse de 7 %, dépassant son niveau de 2019. Portées par les investissements des ménages, les perspectives du début de l'année s'assombrissent pour la construction avec une inflation importante attendue sur ses prix et des retards d'approvisionnement. Les prix des principaux produits intermédiaires importés, qui concernent des intrants du BTP, sont concernés comme les ouvrages en fonte, fer ou acier (+ 14 % au kilogramme), le bois, charbon de bois et ouvrages en bois (+ 30 %), la fonte, fer et acier (+ 29 %) ou encore les matières plastiques et ouvrages en ces matières (+ 5 %).

FIG. 4. Industrie

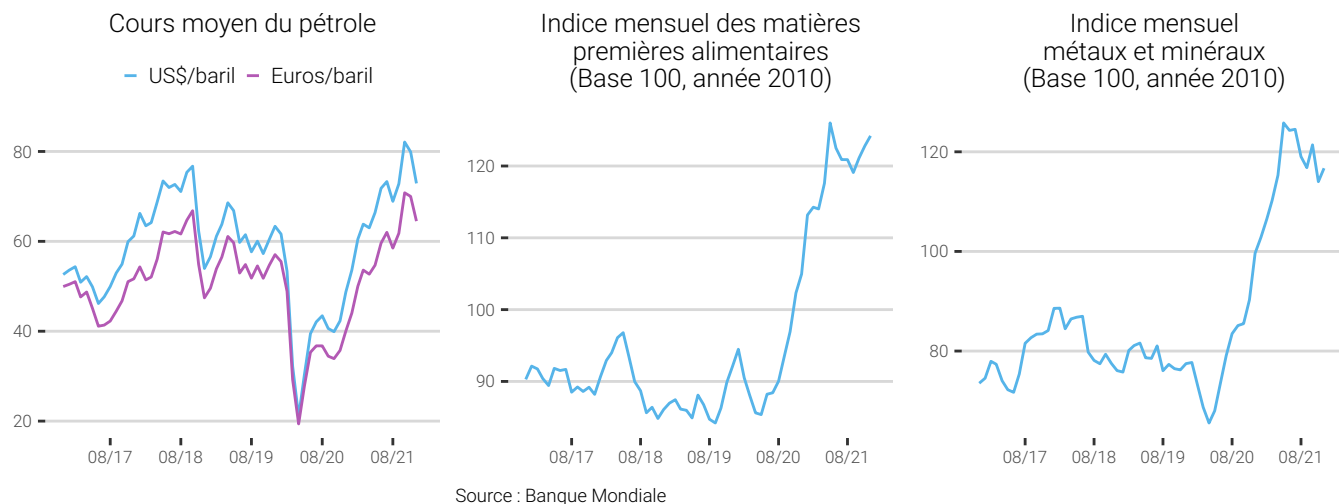


FIG. 5. Taux de change

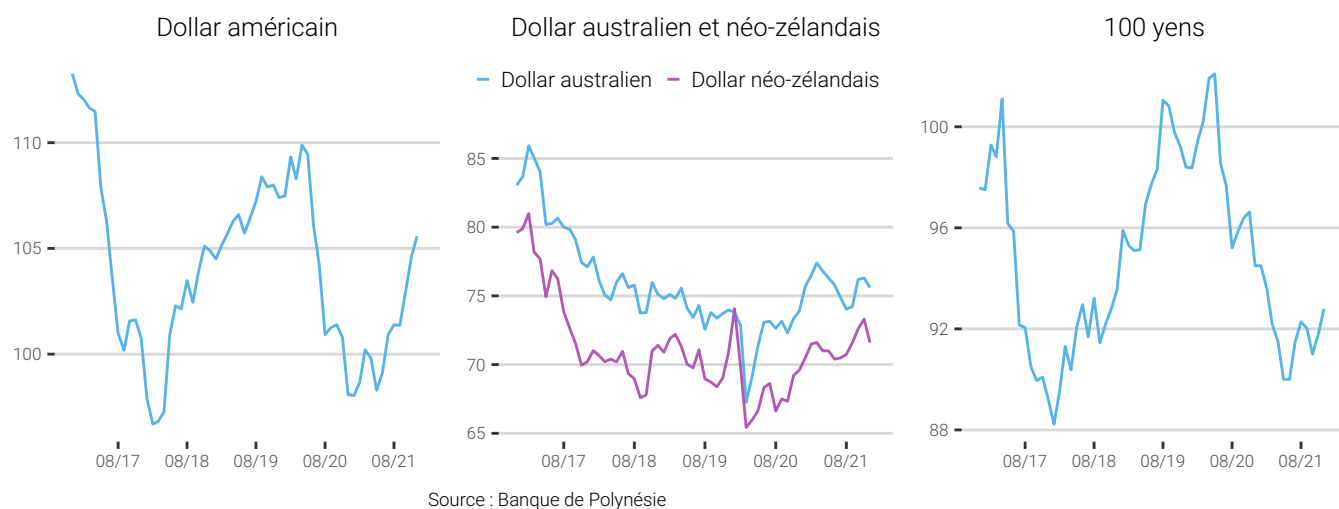


FIG. 6. Indice boursier

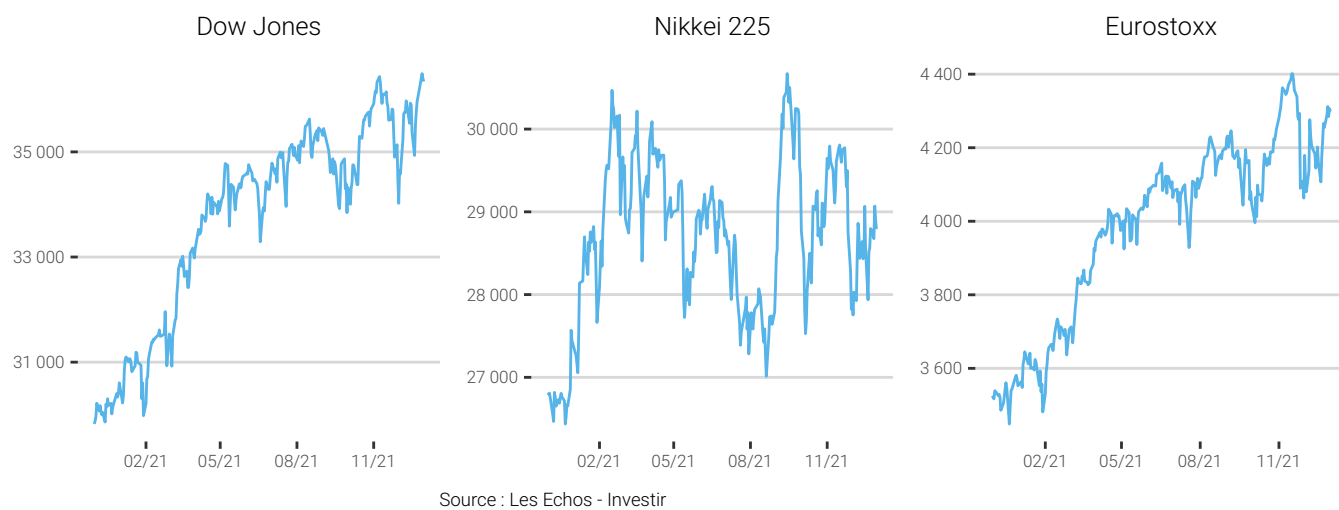


TABLE 1. Tableau de bord

ENTREPRISES							
Démographie des entreprises	décembre-20	mars-21	juin-21	septembre-21	décembre-21	T / T-1	T / T-4
Créations	1 684	1 470	1 384	1 021	715	-29,9%	-57,5%
Radiations	1 203	1 038	917	672	489	-27,3%	-59,4%
Stock	73 073	73 645	74 307	74 891	75 486	0,8%	3,3%
Nbr assujetties à la TVA	7 627	7 510	7 355	7 164	6 748	-5,8%	-11,5%

Unité : nombre, moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, Contributions

Production	décembre-20	mars-21	juin-21	septembre-21	décembre-21	T / T-1	T / T-4
Importations de Biens d'équipement	33 504	33 390	34 963	35 921	35 537	-1,1%	6,1%
Importations de Biens intermédiaires	39 586	40 357	42 915	45 315	45 502	0,4%	14,9%
Consommation Moyenne tension	209 666	205 038	208 063	207 694	207 852	0,1%	-0,9%
Chambres offertes (Hotels Internationaux)	564 512	504 367	643 044	686 004	700 559	2,1%	24,1%

Unités : millions de F.CFP, milliers de kWh, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : ISPF, Douanes, EDT

Résultats	décembre-20	mars-21	juin-21	septembre-21	décembre-21	T / T-1	T / T-4
Chiffre d'affaires des entreprises	818 748	808 211	841 683	858 106	863 482	0,6%	5,5%
Exportations locales	5 638	6 216	7 994	8 653	9 341	7,9%	65,6%
Perles brutes	2 390	3 128	4 435	4 715	4 751	0,8%	98,8%
Poissons	854	793	1 126	1 408	1 786	26,9%	109,1%
Nuitées touristiques	1 399 283	1 039 153	1 311 897	1 474 834	1 726 941	17,1%	23,4%
Nombre de touristes	77 017	44 822	57 089	67 521	82 546	22,3%	7,2%
Passagers débarqués à Faa'a	120 580	65 540	81 593	nd	nd	-	-

Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : ISPF, Contributions, Douanes, ADT

Emploi	décembre-20	mars-21	juin-21	septembre-21	décembre-21	T / T-1	T / T-4
Nombre de salariés déclarés	64 066	63 474	64 574	65 123	65 528	0,6%	2,3%
Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein	53 688	52 701	53 861	54 453	55 321	1,6%	3,0%
Demandes Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	10 470	10 616	11 874	12 157	12 457	2,5%	19,0%
Offres d'emploi normal	2 397	2 405	3 210	3 365	3 975	18,1%	65,8%

Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS, SEFI

MENAGES							
Revenu	décembre-20	mars-21	juin-21	septembre-21	décembre-21	T / T-1	T / T-4
Salaire Moyen en équivalent temps plein	334 236	334 618	333 424	334 127	334 191	0,0%	0,0%
Masse salariale	53 833	52 919	53 885	54 575	55 503	1,7%	3,1%

Unités : millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS

Consommation	décembre-20	mars-21	juin-21	septembre-21	décembre-21	T / T-1	T / T-4
Importations de Produits alimentaires	44 605	44 115	43 922	45 045	45 466	0,9%	1,9%
Importations de Biens de consommation	27 886	27 986	30 014	31 732	32 247	1,6%	15,6%
Chiffre d'affaires Commerces détails	230 150	231 036	238 268	237 884	235 862	-0,8%	2,5%
Indice des prix	107,3	107,1	107,1	107,4	107,8	0,4%	0,5%
Importations de Produits énergétiques	16 677	14 837	16 281	17 644	20 530	16,4%	23,1%
Consommation électricité basse tension	262 137	260 005	260 472	259 250	259 369	0,2%	-1,1%
Importations de Produits de l'industrie automobile	14 711	14 537	16 327	17 229	17 361	0,8%	18,0%
Nombre d'Immatriculations (VP)	3 973	4 348	4 614	4 690	4 699	0,2%	18,3%

Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2008, milliers de kWh, nombre cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, Douanes, Contributions, DTT

Les données emplois et chiffre d'affaires sont en cours de consolidation

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES - 4e TRIMESTRE 2021							
	PIB (provisoire)		Indice des prix à la conso. Var. /1 an	Taux de chômage Fin de trim	Taux directeur	Dernier changement	
	Var. /3 mois	Var. /1 an				Banques Centrales	
États-Unis	1,7%	6,9%	7,0%	4,2%	0,25%	15/03/20	
Zone Euro	0,3%	4,6%	5,0%	7,0%	0,0%	10/03/16	
France (1)	0,7%	5,4%	2,8%	7,4%	0,0%	10/03/16	
Japon	-0,9%	1,4%	0,8%	2,7%	-0,1%	29/01/16	
Australie	3,4%	4,2%	3,5%	4,2%	0,1%	01/12/20	
Nouvelle-Zélande	nd	nd	5,9%	3,2%	0,75%	24/11/21	
Chine (2)	1,6%	4,0%	1,5%	5,1%	3,80%	20/12/21	

(1) les départements d'Outre-mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix

(2) Taux de chômage urbain (seul taux officiel)

Source : Eurostat, Instituts statistiques nationaux,

Banques centrales, Missions économiques, OCDE, Tradingeconomics

Méthodologie

Indice emploi salarié marchand : cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

Les secteurs de l'agriculture, les administrations, l'éducation, la santé et l'action sociale, les services collectifs, sociaux et personnels et les activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

Correction des variations saisonnières (CVS) : l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Tableau de bord : les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) en éliminant les fluctuations les moins significatives et de lisser le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées sur les domaines de leur compétence.

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.

Direction des douanes : reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.

Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) : traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.

Direction des transports terrestres (DTT) : gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.

Électricité de Tahiti (EDT) : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.

Port autonome de Papeete : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.

Service de l'emploi : réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.

Synthèse économique : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « Les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

 Toutes les données

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Conjoncture
Numéro	1310
Auteur de la publication	Della SIU
Rédacteur en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépot légal	Mars 2022
Informations	Immeuble Uupa - 1 ^{er} étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2022 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	2118-478X

